



Guillaume Faburel
**POUR EN FINIR
AVEC LES GRANDES
VILLES**

Manifeste pour
une société écologique
post-urbaine

le passager clandestin

Guillaume Faburel
**POUR EN FINIR
AVEC LES GRANDES
VILLES**

Manifeste pour
une société écologique
post-urbaine

le passager clandestin

© 2020, éditions le passager clandestin
51, rue Polonceau
75018 Paris
www.lepassagerclandestin.fr

Couverture, maquette intérieure et mise en page : Quentin Poilvet
Édition : Vincent Langlois
Corrections : Vladimir Sichler

À mes chéries, Anne-Françoise et Joséphine

INTRODUCTION NOUS SOMMES TOU·TES DES PANGOLINS !

*« L'autonomie – la vraie liberté – est l'autolimitation
nécessaire non seulement dans les règles de conduite
intrasociale, mais dans les règles que nous adoptons dans
notre conduite à l'égard de l'environnement. »*

Cornelius Castoriadis, « La force révolutionnaire
de l'écologie », entretien de 1992

Qu'y a-t-il de commun entre la ville de Wuhan, qui a été le premier foyer de la pandémie de Covid-19, et, à 12 000 kilomètres de là, celle de New York, qui devint trois mois plus tard le plus important foyer mondial ? Réponse : il s'agit de deux mégapoles. La première compte 19 millions d'habitantes – près du tiers de la population française – dans son agglomération (et 9 millions dans la ville même), la seconde 26 millions, dont 9 millions intra-muros. Les deux villes ont

également connu une forte croissance depuis 2000, respectivement + 30 % pour Wuhan et + 15 % pour New York. L'une est la deuxième plus grande zone urbaine de l'intérieur de la Chine, deuxième puissance économique mondiale, tandis que l'autre constitue l'agglomération unique du troisième État le plus peuplé des États-Unis, première puissance économique mondiale, et la plus grande ville du pays. Toutes deux sont également des plaques tournantes du transport, avec routes et autoroutes, aéroports internationaux et ports, fluviaux ou maritimes, du commerce mondialisé.

Plus près de nous, qu'y a-t-il de commun entre les régions d'Île-de-France, du Grand Est, d'Auvergne-Rhône-Alpes, des Hauts-de-France et de Paca, c'est-à-dire celles qui ont cumulé au plus fort de l'épidémie près de 80 % des cas en France ? La réponse est analogue : ce sont les régions qui comptent les aires urbaines les plus peuplées du pays. 80 % de la population cumulée des vingt-deux grandes villes labellisées « Métropole¹ » y résident. À l'inverse, alors qu'elles représentent 20 % de la population nationale, les régions Centre-Val

1 On distinguera les « Métropoles », avec une majuscule, entités administratives françaises créées en France en 2014 et 2017 (établissements publics de coopération intercommunale), des « métropoles », villes de grande taille poursuivant le même dessein de croissance et de développement.

de Loire, Pays de la Loire, Bretagne et Normandie ne comptaient alors que 7 % des cas recensés; or, elles sont également beaucoup moins concentrées, comptant seulement cinq Métropoles, d'ailleurs de tailles plus modestes.

Que nous disent ces faits que nous pourrions décliner à l'envi, de la Lombardie italienne à l'agglomération londonienne, en passant par la région madrilène? Que la cause principale du développement et de la diffusion du Covid-19 est à trouver dans l'urbanisation croissante de la terre, qui s'est accélérée au cours des quarante dernières années au point qu'il est désormais possible de parler de « métropolisation du monde ».

L'urbanisation, par son double mouvement de *densification* et d'*extension* parfois bien au-delà des limites officielles des villes, épuise l'environnement écologique dans lequel elle se déploie. Elle y exploite l'intégralité des ressources naturelles, colonise la totalité des espaces plus ou moins proches et, détruisant systématiquement les habitats naturels du vivant, bouleverse l'ensemble des écosystèmes avoisinants voire plus lointains par l'intensification de l'agriculture, l'industrialisation de l'énergie, la massification des loisirs ou encore l'accroissement des circulations à grande vitesse. Pour le cas d'une ville comme Paris,

cette vampirisation ne date pas hier : « On dit que la ville de Paris vaut une province au roi de France ; moi je dis qu'elle lui en coûte plusieurs ; que c'est à plus d'un égard que Paris est nourrie par les provinces, et que la plupart de leurs revenus se versent dans cette ville et y restent, sans jamais retourner au peuple ni au roi », écrivait déjà Restif de La Bretonne au XVIII^e siècle.

De plus, pour réaliser son dessein boulimique, l'urbanisation met en place un système de réseaux – les routes, chemins de fer, voies maritimes et aériennes – afin de fluidifier et accélérer les flux entre ses différents pôles – les villes. Toute cette concentration d'activité génère, comme on ne le sait que trop bien, d'énormes quantités de polluants. À l'échelle planétaire, les villes, qui ne représentent que 2 % de la surface émergée, sont d'ores et déjà responsables de 70 % des déchets, de 75 % des émissions de gaz à effet de serre, de 78 % de l'énergie consommée ou encore de 90 % des polluants émis dans l'air.

Or, si le Covid-19 a pu émerger et se diffuser à l'échelle mondiale à une vitesse jamais connue jusqu'alors, c'est bien du fait de cette conjonction de facteurs qui caractérise la métropolisation du monde, stade ultime de l'urbanisation à l'ère du capitalisme néolibéral. La maladie est apparue du fait de la surexploitation de l'environnement proche, exprimée en

l'occurrence par la chasse au pangolin. Sa diffusion à l'intérieur des villes a été catalysée par la promiscuité humaine et même par la pollution urbaine, et elle a aussi été aggravée par des maux typiquement urbains. Mais elle s'est également répandue sur l'ensemble du globe grâce aux canaux de communication de la modernité postindustrielle que mettent en place ces villes au gigantisme extravagant.

Voici la cause première du drame qui s'est joué sous nos yeux : la surdensité urbaine, la promiscuité humaine, la modernité métropolitaine.

Et cette situation de risque globalisé n'est pas partie pour s'arranger. La population urbaine mondiale est passée de 751 millions de personnes en 1950 à... 4,2 milliards en 2018. Elle représente, selon l'Organisation des Nations unies, 58 % de la population planétaire aujourd'hui et en constituera 70 % en 2050. En France, elle est déjà officiellement de 80 %. Et les grandes villes ne cessent de grossir et de s'étendre partout sur le globe. Plus de six cents d'entre elles accueillent déjà plus de 1 million d'habitant-es, quatre-vingt-cinq ont une population de plus de 5 millions et celles de plus 10 millions seront au nombre de quarante-cinq en 2030 – c'est-à-dire demain.

En outre, les villes grandissent deux fois plus vite en termes de surface qu'en termes de population. «À l'échelle mondiale, seulement 25 % de la surface terrestre est proche de son état naturel. D'ici à 2050, cette proportion sera de l'ordre de 10 % si nous ne changeons pas notre approche¹.» Ces malheureux pangolins, qu'on accuse d'être responsables de la pandémie, ne nous avaient rien demandé : c'est bien nous, êtres humains métropolisés avides de consommation de chair animale, qui sommes allés les chercher. Il n'est donc pas absurde d'affirmer que, d'une certaine manière, le Covid-19, c'est en fait une tentative de la nature pour reprendre ses droits, précisément là où elle avait été liquidée par l'action humaine. Car n'est-ce pas justement avec la ville que la civilisation occidentale, devenue capitalisme mondialisé, est parvenue à réaliser son rêve, celui de faire de l'homme le « maître et possesseur de la nature » ? Fantasme mégalomane dont nous commençons désormais à entrevoir le coût final : l'impossibilité même de la continuation de la vie – animale, végétale et humaine – sur terre. Ainsi peut-on dire que nous sommes tou-tes des pangolins :

1 Déclaration d'Ibrahim Thiaw, secrétaire exécutif de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, le 27 mars 2020 à l'occasion d'une réunion du Groupe de travail intergouvernemental sur la sécheresse.

à terme, nous serons tou-tes victimes de la métropolisation, à commencer par les plus pauvres d'entre nous, proies premières de l'exploitation sociale qui se joue en arrière-fond.

Nous avons donc un « petit » problème. L'urbanisation, qui se déploie aussi bien dans les grandes villes que dans leurs environnements plus ou moins proches, est très directement responsable de l'écocide engagé. À travers la destruction du milieu naturel, la concentration humaine et le développement de modes de vie générateurs de déchets et de polluants qu'elle implique, elle est la cause première de l'épuisement des ressources et du dérèglement climatique, de la sixième extinction de masse et d'un continent entier de déchets.

Pourtant, et alors même que les élites politiques et économiques prétendent désormais prendre au sérieux la menace écologique qui plane sur l'humanité, elles continuent vaille que vaille à accélérer avec tous les moyens dont elles disposent – et ils sont nombreux – l'expansion et la concentration urbaines. Dans le registre des discours médiatiques, nous baignons dans un consensus monolithique ne souffrant pas la contradiction, alors même que l'horizon urbain n'apparaît plus désirable pour la majorité d'entre nous.

En vérité, la seule solution au problème écologique consisterait à commencer à ne plus chercher à nous entasser les un-es sur les autres. Malheureusement, le capitalisme total et ses imaginaires de l'abondance veillent. Les puissances politiques et leurs systèmes de surveillance s'agitent toujours pour maintenir le cap de l'agrandissement. Quant à l'économie prétendument «verte», elle y voit bien entendu des profits à tirer. Et pour cause : l'industrie de l'immobilier pèse à elle seule 217000 milliards de dollars, soit trente-six fois la valeur de tout l'or jamais extrait.

Autrement dit, ce n'est pas de celles et ceux qui se prétendent nos «élites» que nous devons espérer que vienne le changement de cap. C'est de nous tou-tes qu'il viendra, et qu'il vient déjà aujourd'hui. Car si les grandes villes continuent de grossir du fait de la concentration de l'emploi en leur sein et de l'attrait qu'elles continuent à susciter chez certain-es, un contre-mouvement existe. Partout à travers le monde, un nombre tout aussi croissant d'entre nous – hélas surtout parmi celles et ceux qui peuvent économiquement se le permettre – quitte ces suffocantes grandes villes pour des espaces moins denses et plus ouverts. Toutes les grandes enquêtes des dix dernières années

confirment cette volonté, de plus en plus générale, de débranchement.

De fait, il y a fort à parier qu'une taille un peu plus humaine des groupements humains nous permettrait de lutter un peu plus efficacement contre le déclin du vivant, grâce par exemple à des modes de vie autosuffisants fondés sur une agriculture moins motorisée, sans chimie de synthèse et respectueuse des cycles de la nature. Et que des relations humaines plus étroites et un peu de tempérance voire de ralentissement ne feraient pas de mal à nos existences, partout converties par le système capitaliste aux mouvements incessants, à l'automatisation généralisée, aux connexions continues, bref à l'accélération et à la saturation, y compris parfois dans des villes de taille plus modeste.

Or, d'autres perspectives se sont lentement mais sûrement ouvertes en réaction à cette démesure socio-écocidaire de l'urbanisation planétaire. Un nombre grandissant d'alternatives se déploient dans les marges des grandes villes et dans les « périphéries » plus ou moins reculées, d'abord dans les campagnes et les espaces ruraux des petites villes et des hameaux. Elles sont souvent l'occasion de relations plus respectueuses avec les milieux écologiques, mettent en œuvre des

formes de coopération ainsi que des fonctionnements démocratiques moins grandiloquents... mais plus directs. Elles entrouvrent à maints endroits sur terre la voie d'une *société écologique post-urbaine*. Partir pour remettre un peu de sens dans son existence. Cesser de *faire masse contre la nature* pour, enfin, *faire corps avec le vivant*. Cesser d'être les idiot-es utiles du néolibéralisme urbain et de la métropolisation imposée.

Ainsi, la première question à se poser est la suivante : comment épauler de tels désirs sociaux de vies écologiques autres, et ce sans attendre que les mondes économiques et politiques daignent feindre de comprendre ? Plus largement, comment œuvrer, par ce mouvement, à une désurbanisation salutaire pour la planète ? Il ne s'agit pas d'aller emménager à 100 kilomètres d'une grande ville pour reproduire, au grand air, les modes et styles de vie métropolitains, et d'y réclamer la 5G ! Voici les raisons pour lesquelles il m'est apparu peut-être essentiel, après avoir proposé un essai analysant les tenants et les aboutissants des *Métropoles barbares*, d'écrire ce texte, qui se veut tout à la fois une riposte à l'idéologie urbaphilique et un manifeste pour cette société écologique post-urbaine qui puisse ouvrir un débat démocratique pour le moment encore à peine émergent sur cette question. J'ai eu également à cœur

d'y faire figurer les témoignages de quelques-un-es d'entre nous qui se posent des questions ou œuvrent dès maintenant pour faire advenir cette potentielle société écologique.

Si la démesure de la civilisation urbaine ne date pas d'hier, la mondialisation néolibérale accélère depuis plusieurs décennies le phénomène au point d'atteindre aujourd'hui un nouveau stade, au prix de plus en plus exorbitant en termes de vies humaines – en particulier celles des plus pauvres –, animales et végétales, d'un épuisement irrémédiable des ressources et de la destruction massive de tous les types d'écosystèmes.

Face à l'urgence écologique, il est grand temps de prendre la mesure du péril qui menace l'humanité. En cessant de nier la responsabilité prépondérante de la métropolisation du monde. En cessant d'espérer que nos « élites » politiques, économiques et académiques arrêtent de ne se préoccuper que de leurs propres intérêts de classe à (très) court terme. En agissant par nos propres moyens pour accélérer un mouvement de désurbanisation de la terre, seul salut pour la survie de notre planète.

